



Rapport du

**SECOND ATELIER CONSULTATIF SUR LE PARTENARIAT
STRATÉGIQUE POUR LA CRÉATION D'UN FONDS
D'INVESTISSEMENT EN FAVEUR D'UNE PÊCHE DURABLE DANS
LES GRANDS ÉCOSYSTÈMES MARINS EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, 22-24 juin 2005

Rome et Washington, 2005

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale ou le Fonds mondial pour la nature aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service de la gestion des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO, Banque mondiale, WWF, 2005

PRÉPARATION DE CE DOCUMENT

Ce document constitue le rapport du Second atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne qui s'est déroulé à Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, du 22 au 24 juin 2005. L'atelier a constitué un élément du Projet de développement (Block B) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) intitulé *Partenariat stratégique pour un fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne* mis en œuvre par la Banque mondiale et exécuté conjointement par la Banque mondiale, la FAO et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Distribution:

Participants à l'atelier
Tous les Membres de la FAO en Afrique subsaharienne
Ministère des finances, de l'environnement et des pêches dans les pays côtiers d'Afrique subsaharienne
Département des pêches de la FAO
Fonctionnaires régionaux des pêches de la FAO en Afrique
Centres de coordination du FEM dans les pays côtiers de l'Afrique subsaharienne
Bureaux régionaux et nationaux du WWF en Afrique subsaharienne
Bureaux nationaux de la Banque mondiale dans les pays côtiers d'Afrique subsaharienne
Banque mondiale ESSD, AFTSD et groupe des pêches

FAO; Banque mondiale; WWF.

Rapport du second Atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne. Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, 22-24 juin 2005.

Rome, FAO; Washington, Banque mondiale/WWF. 2005. 33p.

RÉSUMÉ

Le second Atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne s'est tenu à Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, du 22 au 24 juin 2005.

Soixante-sept participants provenant de 23 pays côtiers d'Afrique subsaharienne ainsi que des représentants de l'Union africaine (UA), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), du Comité régional des pêches du golfe de Guinée (COREP), du Programme du grand écosystème marin du courant du Benguela (BCLME), des pays donateurs, du Programme pour les moyens d'existence durables dans les pêches (PMEDP), et des trois organisations partenaires y participaient. La réunion a réaffirmé que la plupart des pêcheries maritimes en Afrique subsaharienne sont intensément exploitées ou sont même surexploitées et nécessitent un renforcement de la gouvernance du secteur des pêches afin d'atteindre les objectifs formulés par le Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) visant à assurer la durabilité des pêches et à réduire la pauvreté. La résolution adoptée lors du premier atelier consultatif, qui a accueilli favorablement et retenu le Partenariat stratégique comme étant un mécanisme de financement utile pour aider à produire, dans les plus brefs délais, le supplément d'assistance technique et financière qui fait actuellement défaut, a été ratifiée.

La réunion a réaffirmé que le Comité consultatif régional (CCR) jouera le rôle d'un organe consultatif pour le Partenariat stratégique et a approuvé ses fonctions telles qu'élaborées par l'atelier consultatif de Dakar. Elle a recommandé que la présidence du CCR soit assurée par l'Union africaine et par les organisations régionales des pêches en Afrique subsaharienne ses autres membres permanents. Elle a également recommandé que les organisations du secteur privé et de la société civile soient représentées au sein du Comité à tour de rôle. Les programmes de la FAO, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et des grands écosystèmes marins (GEM) dans les pays d'Afrique subsaharienne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale et le Fonds mondial pour la nature (WWF) seront invités à faire partie du Comité en tant que membres ou observateurs comme jugé opportun.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
OUVERTURE	1
RÉSULTATS DU PREMIER ATELIER CONSULTATIF ET SON SUIVI DURANT LA PÉRIODE D'INTÉRIM	2
OPTIONS POUR LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE	3
INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION	4
UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET POUR LES PROJETS NATIONAUX INDIVIDUELS	5
CLÔTURE	6
ANNEXES *	
A: Ordre du jour	7
B: Liste des participants	8
C: Liste des documents	17
D: Résolution du Second atelier consultatif sur le Partenariat stratégique	18
E: Statement by Dr Kwame Koranteng, WWF Eastern Africa Regional Representative, Nairobi	22
F: Statement by Ms Louise L. Setshwaelo, Representative of FAO in the United Republic of Tanzania	24
G: Statement by Mr Francois Le Gall, Task Manager, African Region, World Bank	26
H: Opening Statement by Mr Salmon Odunga, Permanent Secretary, Ministry of Natural Resources and Tourism, United Republic of Tanzania	28
I: Key Note Address by Mme Rosebud Kurwijila, Commissioner. Rural Economy and Agriculture, African Union	32

* Note de la traductrice: les annexes E à I sont reproduites dans la langue originale.

OUVERTURE

Le Second atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne s'est tenu à Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie, du 22 au 24 juin 2005. La liste des participants à cet atelier de travail figure à l'Annexe B. Les documents présentés à l'atelier figurent à l'Annexe C.

Le Dr Kwame Koranteng souhaite la bienvenue aux participants au nom du Fonds mondial pour la nature (WWF). Il plaça l'accent sur l'importance considérable que la pêche durable revêt au niveau de la continuité des moyens d'existence et de la santé des habitants en Afrique subsaharienne, néanmoins, les pêches et les ressources marines sont soumises à un stress énorme causé par des facteurs de tous genres mais surtout par la pression de l'effort de pêche. Il précisa que seule une administration sage et prudente des ressources naturelles de la région assurerait un avenir stable aux communautés des régions côtières d'Afrique subsaharienne. Il exprima le souhait que l'initiative de partenariat stratégique serve à contribuer à un tel effort et fit noter qu'une bonne gestion et une attitude reponsable sont d'importance particulière dans le contexte régional de l'Afrique. Son intervention complète figure à l'Annexe E.

Madame Louise Setshwaelo souhaite la bienvenue aux participants au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Elle fit remarquer que l'initiative du Partenariat stratégique était une bonne occasion pour promouvoir et faciliter la mise en application du Code de conduite pour une pêche responsable et les plans d'action internationaux y associés. La FAO voit en cette initiative la possibilité de parvenir à établir un bon enchaînement entre l'accomplissement d'une gestion des pêches saine et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, plus particulièrement dans les pays d'Afrique subsaharienne où la population est composée d'un grand nombre de pauvres et de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire. Le texte intégral de sa communication figure à l'Annexe F.

Monsieur François Le Gall a souhaité la bienvenue aux participants au nom de la Banque mondiale et a remercié le Gouvernement tanzanien pour avoir permis que cette manifestation se déroule sur son territoire. Il expliqua que nulle part ailleurs plus que dans les pays subsahariens la crise mondiale des pêches n'était plus apparente, là où justement les pêches maritimes représentent les moyens d'existence de millions de gens pauvres. A travers toute la région l'exploitation des stocks de poissons s'accroît de même que le nombre de stocks surexploités et même épuisés. C'est pour cette raison que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a demandé à la Banque mondiale de développer le concept d'un Partenariat stratégique capable d'apporter son aide à un nombre considérable de pays au cours des 10 années à venir pour les aider à conférer un caractère durable à leurs pêches et à accroître les moyens d'existence des personnes qui en dépendent. Le texte intégral de sa communication figure à l'Annexe G.

Monsieur Haule, Sous-directeur des pêches a lu le discours d'ouverture préparé par M. Salmon Odunga, Secrétaire permanent, Ministère des ressources naturelles et du tourisme, qui au dernier moment n'a pu honorer la cérémonie d'ouverture de sa présence. M. Odunga a très chaleureusement souhaité la bienvenue aux participants au nom du Gouvernement tanzanien. Il fit remarquer que la crise qui frappe les pêches partout dans le monde en raison de la surexploitation des stocks n'avait fait que s'aggraver, de manière constante, au cours des 20 dernières années et que les captures d'espèces de haute valeur commerciale ont chuté de

manière alarmante. Les pays en développement sont les plus frappés, surtout dans les pays de la région subsaharienne où les revenus de la majorité d'environ 30 millions de petits pêcheurs s'amenuisent de jour en jour et où la sécurité alimentaire d'environ 400 millions de pauvres dans les zones côtières tropicales est menacée. Pour cette raison, et vu la grande importance que revêtent les pêches au niveau de la satisfaction des besoins en Tanzanie, il fit noter que le Gouvernement tanzanien a pleinement appuyé cette initiative importante. Il profita de l'ouverture formelle de cet atelier pour s'adresser aux organisateurs, aux partenaires internationaux et régionaux et aux autres parties prenantes et leur demander de rester unis, de maintenir leurs engagements et de se concentrer sur les questions de pêche durable en Afrique subsaharienne au bénéfice des générations présentes et futures. Le texte intégral de sa communication figure à l'Annexe H.

Madame Rosebud Kurwijila, Commissaire, Agriculture et Economie rurale, Union africaine, a présenté l'exposé introductif à cet atelier. Elle a précisé le fort engagement souscrit en faveur du développement du secteur des pêches comme exprimé, entre autres, à l'occasion du Sommet extraordinaire de l'Union africaine des chefs d'Etats et de Gouvernements à Sirte, en Libye en février 2004. Elle a fait remarquer qu'à travers l'Afrique toute entière, les pêches et l'aquaculture fournissent une nourriture de très bonne qualité à bas prix à des millions de gens, créent des revenus pour les ménages et jouent un rôle capital dans nombre d'activités au niveau local et international. Toutefois, la surpêche des ressources dans la région, tant dans le secteur des pêches maritimes que dans le secteur de l'aquaculture, et la dégradation de l'environnement aquatique suscitent une grande préoccupation. A moins qu'une action ne soit entreprise pour remédier à ces problèmes, le déclin des captures des pêches dans la région risque de se prolonger. Elle est de l'opinion que le Partenariat stratégique, par conséquent, arrive au moment opportun pour aborder ces préoccupations qui ont déjà été examinées dans le cadre des objectifs cibles du Sommet mondial pour le développement durable (SMDD) portant sur la viabilité des pêches et la réduction de la pauvreté, dans la déclaration des chefs d'Etats et de Gouvernements dans ce secteur, et dans le Plan d'action stratégique de la Commission de l'Union africaine. Le texte complet de son exposé introductif figure à l'Annexe I.

Election de Monsieur Magnus Ngoile en tant que Président de l'atelier. Mme Nancy Gitonga et M. Munesh Munbodh rempliront les fonctions de vice-présidents.

Adoption par l'atelier de l'ordre du jour figurant à l'Annexe A.

RÉSULTATS DU PREMIER ATELIER CONSULTATIF ET SON SUIVI DURANT LA PÉRIODE D'INTÉRIM

Monsieur Rolf Willmann fit un bref résumé des principaux résultats et recommandations émanant du Premier atelier consultatif (Dakar, Sénégal, juin 2005). Il fit remarquer que l'atelier a abouti à un accord sur les aspects les plus importants du Partenariat stratégique, en particulier sur ses modes de fonctionnement et principaux buts et objectifs, les types de projets nationaux qu'il devrait appuyer et les critères d'éligibilité des projets connexes ainsi que les principaux éléments de sa structure de gouvernance. Il a rappelé que le Partenariat stratégique a été chaleureusement accueilli comme un mécanisme de financement utile mais que les participants ont aussi fait noter qu'une étroite collaboration avec les projets en cours et envisagés était nécessaire afin d'éviter les répétitions et la création de synergies.

En ce qui concerne le suivi de l'atelier consultatif de Dakar, il a expliqué la nature du travail accompli par les trois organisateurs partenaires pour préparer ce second atelier consultatif, en particulier les documents de base portant sur les options de la structure de gouvernance du Partenariat stratégique et les indicateurs de suivi et d'évaluation. Pour ce qui est de la recommandation concernant le développement d'une stratégie de communication, il a fait référence au document de travail qui servira à orienter le processus interactif d'élaboration d'une telle stratégie dans le cadre de cet atelier.

Une discussion sur la recommandation faite à l'atelier de Dakar, selon laquelle il serait souhaitable de demander au FEM d'abaisser le rapport de cofinancement envisagé, fixé à 1 pour 3, et d'augmenter le montant de sa subvention dans les mêmes proportions, fit suite à l'exposé introductif de M. Willmann. La Banque mondiale a contacté le Secrétariat du FEM à ce sujet mais cette clause ne sera probablement pas modifiée en raison des limites budgétaires imposées.

Les participants ont à nouveau appuyé la recommandation de Dakar sollicitant qu'un mécanisme de financement similaire soit mis en place pour les pêches continentales d'Afrique subsaharienne. L'atelier a aussi recommandé que le Partenariat stratégique soit représenté à la conférence *Fish for all* (du poisson pour tout le monde) qui devrait se tenir à Abuja, Nigeria du 22 au 25 août 2005.

OPTIONS POUR LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU PARTENARIAT STRATÉGIQUE

M. John Virdin a présenté l'exposé du consultant sur les options pour la structure de gouvernance du Partenariat stratégique. La préparation de ce document a été suggérée par le premier atelier consultatif qui avait également avancé que les possibilités d'un financement séparé de la structure de gouvernance devraient être approfondies. Les recommandations de l'atelier de Dakar selon lesquelles la structure de gouvernance du Partenariat stratégique serait guidée par certains principes, impulsés par les pays et les parties prenantes, tels que les structures, la transparence, l'intégration, la collaboration, la complémentarité avec les initiatives existantes et la redevabilité envers les partenaires, en seraient à l'origine. Cette initiative serait concrétisée dans un délai donné, ne revêtirait pas un caractère permanent et comprendrait un Comité consultatif régional (CCR) représentant un nombre de partenaires sélectionnés et un petit secrétariat. Il sera également nécessaire de se conformer aux politiques et procédures de la Banque mondiale et du FEM.

Pour ce qui est de la composition du CCR, l'atelier de Dakar avait recommandé que, pour qu'il fonctionne de manière efficace et fasse preuve d'une certaine souplesse, le nombre de participants, à tout moment, devrait être limité, conformément aux exigences, tout en assurant la représentation de chaque catégorie de groupe de parties prenantes et en tenant compte de l'équilibre régional et sous-régional. La participation rotative est considérée comme une manière d'assurer une vaste participation au CCR dans le temps et un fonctionnement efficace et capable d'évoluer selon les circonstances.

La proposition faite par le consultant indépendant préconisait une vaste et équitable représentation des membres aux niveaux régional et sous-régional comprenant une organisation africaine qui assurerait la présidence du CCR, et des représentants des pays membres individuels, des organisations intergouvernementales, des programmes des grands écosystèmes marins (GEM), des organismes régionaux des pêches ainsi que des

organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations de la société civile (OSC). Les organisateurs ont fait savoir qu'ils étaient d'accord avec les suggestions du consultant sauf pour la proposition d'adhésion de la part des pays individuels car cela pourrait donner lieu à de sérieux conflits d'intérêt, ce qui doit absolument être évité dès le début.

Pour ce qui est du petit secrétariat, le consultant a énoncé diverses raisons pour lesquelles il devrait être établi à la Banque mondiale et jouer le rôle d'agence d'exécution. D'autres options pourraient cependant être considérées comme son placement au sein d'une organisation régionale africaine ou un transfert progressif de l'une à l'autre.

La discussion portant sur la future structure de gouvernance du Partenariat stratégique a occupé la majeure partie du temps dont disposait le second atelier consultatif. Pour ce qui est de la composition du CCR, la réunion s'est rangée à l'avis des trois partenaires organisateurs qui est que la représentation de pays individuels risquerait de donner lieu à de sérieux conflits d'intérêt. L'atelier a par conséquent examiné diverses options pour s'assurer que chaque et tous les pays côtiers d'Afrique subsaharienne seraient représentés au CCR par l'une ou l'autre des organisations régionales. Bien qu'au début un certain intérêt ait été manifesté à l'égard des organisations économiques régionales (par ex. la Communauté du développement de l'Afrique australe [SADC]), la préférence de la grande majorité des participants a été que la représentation soit assurée par les organismes de pêche régionaux. Il fut reconnu à l'unanimité que la présidence du CCR devrait revenir à l'Union africaine (UA) en tant que membre permanent.

Qu'ils soient membres ou observateurs, il fut décidé que les programmes des GEM en Afrique subsaharienne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le FEM et les trois organisateurs seraient représentés au sein du CCR. Il fut également décidé qu'au cours de sa première session, le CCR statuerait sur la représentation à tour de rôle des organisations du secteur privé et de la société civile dans le cadre du CCR.

Pour ce qui est du petit secrétariat qui corroborerait les fonctions du CCR, la réunion a examiné les diverses options et conclu que le secrétariat devrait être établi à l'Union africaine mais que durant la phase initiale et jusqu'à ce que le secrétariat soit formellement établi, la FAO fournirait les services de secrétariat à l'UA. Pour de plus amples détails concernant la structure de gouvernance recommandée, voir la résolution de l'atelier à l'Annexe D.

INDICATEURS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

M. Kevern Cochrane présenta l'exposé du consultant sur les indicateurs de suivi et d'évaluation. Le Partenariat stratégique aura pour tâche d'exécuter les plans de suivi et d'évaluation résultant tant du Partenariat dans son ensemble que des projets nationaux individuels entrepris dans le cadre de ce partenariat.

Le document suggère que les plans comprennent:

- un cadre logique;
- la fréquence et la cadence des rapports a) de suivi et b) d'évaluation;
- les responsabilités incombant à toutes les parties impliquées dans les activités de suivi et d'évaluation;
- les activités requises pour satisfaire les exigences du suivi et de l'évaluation

- les méthodes et outils à utiliser pour recueillir les informations et données nécessaires pour les différents indicateurs;
- les questions techniques relatives aux indicateurs spécifiques et les moyens de les vérifier; et
- les éléments et techniques de dissémination.

Les cadres logiques pour le Partenariat et les projets nationaux individuels fourniront un compte rendu détaillé des buts et objectifs de chaque projet et les résultats et activités qui seront exigés pour atteindre les objectifs globaux. Pour faciliter le repérage des apports (inputs) et des résultats (outputs), afin de suivre les progrès réalisés en vue d'atteindre les buts et objectifs du Partenariat et de chaque projet, il sera nécessaire d'identifier les indicateurs appropriés. Les indicateurs peuvent être classés en indicateurs de performance et de processus et les indicateurs de performance peuvent être sous divisés en indicateurs de réduction du stress et indicateurs de condition.

Dans la discussion qui suivit, il a été précisé de manière claire que les coûts des activités de suivi et d'évaluation seraient inclus dans les budgets des projets individuels et, dans le cas du Partenariat, dans le budget qui lui est propre. Il sera important de s'assurer que les plans de suivi et d'évaluation, dans chaque cas, ont été retenus réalisables, précis et rentables.

En réponse à une question concernant la place que le Partenariat accorde à l'atténuation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, par opposition aux projets traitant de questions économiques majeures, les organisateurs ont fait remarquer que les critères d'éligibilité pour les documents d'information de projet approuvés lors de l'atelier de Dakar ont fortement appuyé la réduction de la pauvreté. Cependant, tous les critères seront utilisés pour évaluer un quelconque document d'information de projet et les projets dont les efforts, à l'origine, ne portaient pas essentiellement sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire pourront malgré tout être pris en considération. Dans de tels cas, selon le CCR il importera de faire une estimation de l'acceptabilité des notes conceptuelles du projet.

UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR LE PARTENARIAT STRATÉGIQUE ET POUR LES PROJETS NATIONAUX INDIVIDUELS¹

Le Dr Paul Siegel présenta son point de l'ordre du jour. En raison du court intervalle de temps qui lui a été accordé, il n'a pu expliquer que très brièvement les principaux éléments d'une stratégie de communication et les types de problèmes qu'il faudrait résoudre pour les envisager, y compris les objectifs de communication (eux-mêmes dérivant des objectifs du programme), les audiences cibles et les messages clés, le mélange d'instruments de communication et de médias et, pas des moindres, le budget disponible. En prenant pour exemple la tentative faite pour chercher à influencer la politique commerciale de l'Union européenne et la pousser à intervenir dans des domaines d'intérêt pour les pays d'Afrique de l'ouest, le Dr Siegel a donné des exemples d'éléments d'une stratégie de communication concrète.

La réunion a remercié le Dr Siegel pour sa brève présentation mais malheureusement le temps a fait défaut pour lui permettre d'entreprendre l'examen du développement interactif de la stratégie de communication dans le cadre du Partenariat stratégique.

¹ Contrairement à l'ordre du jour approuvé, faute de temps, l'atelier a examiné ce point en séance plénière. La discussion du groupe de travail portant sur le cadre logique du document d'information de projet n'a pu avoir lieu pour la même raison.

CLÔTURE

Les participants ont adopté à l'unanimité la Résolution figurant à l'Annexe D.

Les représentants des trois organisations partenaires, Tom Grasso, François Le Gall et Rolf Willmann, respectivement du WWF, de la Banque mondiale et de la FAO, ont remercié les participants de leur participation et des discussions fructueuses qu'ils ont animées et leur ont souhaité un bon retour dans leurs pays. Ils ont également exprimé leur gratitude au pays hôte, aux responsables de l'organisation interne pour les mesures adoptées afin d'assurer le bon déroulement de la conférence et aux interprètes pour leur bon travail. Pour terminer, ils ont remercié le Dr Magnus Ngoile, Mme Nancy Gotonga et M. Munesh Munbodh d'avoir assumé la présidence de l'atelier d'une manière efficiente.

Le Dr Magnus Ngoile, pour conclure, déclara qu'à travers ses délibérations, l'atelier avait adopté pour sa structure de gouvernance une solution prudente qui consiste à renforcer la participation et le leadership au niveau régional. Cela a peut-être été le résultat le plus difficile à atteindre pour l'organisation du Partenariat stratégique. Il a remercié les participants de leur contribution particulièrement utile et leur a souhaité un bon retour dans leurs pays.

ANNEXE A**Ordre du jour**

- 1 Ouverture
- 2 Election des présidents
- 3 Résultats du premier atelier consultatif et son suivi durant la période d'intérim
- 4 Options pour la structure de gouvernance du Partenariat stratégique
- 5 Indicateurs de suivi et d'évaluation à utiliser pour évaluer l'impact des projets nationaux individuels ainsi que l'impact global du Partenariat stratégique
- 6 Une stratégie de communication pour le Partenariat stratégique et pour les projets nationaux individuels
- 7 Clôture

ANNEXE B**Liste des participants****BÉNIN**

Césaire Ben JOHNSON
 Direction des pêches
 (Unité de coordination nationale)
 du PMEDP/FAO/DFID
 B.P. 383, Cotonou
 Tél.: (229) 33 61 14 / 06 26 20 / 33 18 31
 Télécopie: (229) 33 05 19.
 Courriel: ucnbenin@firstnet.bj

COMORES

Mohamed HALIFA
 Directeur national des ressources
 halieutiques
 Ministère du développement rural,
 de la pêche, et de l'environnement
 B.P. 41, Moroni
 Tél.: (269) 735 630/735580
 Télécopie: (269) 735 630
 Courriel: dg.peche@snpt.km;

CONGO

Appolinaire NGOUEMBE
 Directeur général de la pêche
 B.P. 1650, Brazzaville
 Tél.: (242) 558 08 22 / 810 097
 Télécopie: (242) 81 45 13
 Courriel: ngouembe@yahoo.fr

Item ITEMESSOUNDOU
 Directeur départemental de la pêche et de
 l'aquaculture
 B.P. 593, Kouilou
 Tél.: (242) 5567161

CÔTE D'IVOIRE

Séraphin NADJE DEDI
 Ingénieur des eaux et forêts
 Directeur des productions halieutiques
 Ministère de la production animale et
 des ressources halieutiques
 Abidjan
 Tél.: (225) 21 35 61 69
 Télécopie: (225) 21 35 04 09
 Courriel: dphci@yahoo.fr

ÉRYTHRÉE

Andom GHEBRETINSAE
 Director General
 Fisheries Resources Regulatory Services
 Department
 PO Box 27, Massawa
 Tél.: (291) 1 552 935
 Télécopie: (291) 1 552 177
 Courriel: andom20042000@yahoo.com

FRANCE

Jean Philippe LARTIGUE
 Conseiller technique du Ministre de la
 pêche et de l'aquaculture
 SCAC
 Ambassade de France
 B.P. 570, Conakry
 Tél.: (224) 45 42 43
 Télécopie: (224) 41 36 60
 Courriel: minipaq.jpl@biasy.net
jplart@yahoo.fr

GABON

Christian NGWE ASSOUMOU*(Dr)
 Inspecteur vétérinaire
 Chef du Service de la qualité et de
 l'inspection sanitaire
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et
 du développement rural
 B.P. 511, Libreville
 Tél.: (241) 76 80.09
 Mobile: (241) 24 82.21
 Télécopie: (241) 76 46 02
 Courriel: lengosey@yahoo.fr
dgpa@internetgabon.com

GAMBIE

Nfamara Jerro DAMPHA
 Assistant Director of Fisheries
 Fisheries Department
 6 Marina Parade
 Banjul
 Tél.: (220) 422 33 73, 992 48 34
 Télécopie: (220) 422 41 54
 Courriel: jerro@qanet.gm

GHANA

Alfred TETEBO
 Director of Fisheries
 Ministry of Fisheries
 PO Box 630, Accra
 Tél.: (233) 217 72302
 Télécopie: (233) 216 78670
 Courriel: mfrd@africaonline.com.gh

Lionel AWITY
 Assistant Director of Fisheries
 Ministry of Fisheries
 PO Box 630, Accra
 Tél.: (233) 217 72302
 Télécopie: (233) 216 78670
 Courriel: mfrd@africaonline.com.gh

GUINÉE

Mody Hady DIALLO
 Directeur général adjoint du BSD
 Ministère de la pêche et de l'aquaculture
 B.P. 307, Conakry
 Tél.: (224) 29 44 50
 (224) 45 42 58
 Télécopie: (224) 41 36 60
 Courriel: modyhady@yahoo.fr

GUINÉE-BISSAU

Djibril BALDE
 Conseiller technique
 Ministère de la pêche
 B.P. 102, Bissau
 Tél.: (245) 20 16 99
 Télécopie: (245) 25 50 42
 Courriel: dimam2003@yahoo.com.br

KENYA

Nancy K. GITONGA (Ms)
 Director of Fisheries
 PO Box 58187, Nairobi
 Tél.: 254 20 3744530
 254 20 3744530
 Courriel: samaki@saamnet.com or
kgitonga@wananchi.com

Samuel GITAHI
 Wetlands Coordinator
 National Environment Management
 Authority (NEMA)
 PO Box 67839, Nairobi 00200
 Tél.: (254) 20-60 55 31
 Télécopie: (254) 20-60 55 31
 Courriel: sgitahi@nema.go.ke

LIBÉRIA

J. Frederick SEILAY
 Director of National Bureau of Fisheries
 Ministry of Agriculture
 PO Box 10-9110, Monrovia
 Tél.: (231) 6562895
 Télécopie: (231) 227 365

MADAGASCAR

Andriantsoa MAMY
 Directeur, pêche et ressources halieutiques
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage et
 de la pêche, Antananarive
 Tél.: (261) 202240900
 Télécopie: (261) 202240900
 Courriel: mamy.andriantsoa@wanado.mg

MAURICE

Munesh MUNBODH
 Chief Fisheries Officer
 Ministry of Fisheries
 4th Floor, LICI Building
 John Kennedy Street, Port Louis
 Tél.: (230) 2087989
 Télécopie: (230) 2081929
 Courriel: mumunbodh@mail.gov.mu

MAURITANIE

Sidina Ould CHEIKHNA
 Conseiller technique du Ministre des
 pêches et de l'économie maritime
 MPEM, B.P. 137 – Nouakchott
 Tél.: (222) 641 15 36/(222) 529 14 37
 Télécopie: (222) 525 31 46
 Courriel: Ouldcheikhna_sidina@yahoo.fr

MOZAMBIQUE

Manuel Luis GONÇALVES
 Chairman of the Board of Directors
 of the Fisheries Development Fund
 Av. Emilia Daússe n° 591 / RC, Maputo
 Tél.: (258) 1- 300571 /300568 /300581
 Télécopie: (258) 1- 300584
 Courriel: celpes@hotmail.com

Alfredo MASSINGA
 Adviser for Development and Planning
 Fisheries Development Fund
 Av. Emilia Daússe n° 591 / RC
 Maputo
 Tél.: (258) 1- 300571 /300568 /300581
 Télécopie: (258) 1- 300584

NAMIBIE

Ekherhard KLINGELHOEFFER
 Director - Aquaculture
 Ministry of Fisheries and Marine
 Resources
 Windhoek
 Tél.: (264) 61 2053095
 Mobile: (264) 081 1420393
 Télécopie: (264) 61 246009
 Courriel: eklingelhoeffe@mfmr.gov.na

NIGÉRIA

G.T. IRELE
 Director
 Planning, Research and Statistics
 Federal Ministry of Finance
 Abuja
 Tél.: (234) 9 234 02 87
 Télécopie: (234) 9 234 69 51

RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Harold Simon MONGI
 Principal Fisheries Officer
 Fisheries Division
 Ministry of Natural Resources and
 Tourism
 PO Box 2462, Dar-es-Salam
 Tél.: (255) 22 2122930/2116162
 Télécopie: (255) 22 2110352
 Courriel: fisheries@accesstanzania.com

Magnus NGOILE
 Director General
 National Environment Management
 Council
 PO Box 63154/63207, Dar-es-Salaam
 Tél.: +011-255-22-2-134603
 Télécopie: +011-255-22-2134603
 Courriel: magnus@isimbanet.net

W. HAULE

Assistant Director of Fisheries
 PO Box 2462, Dar-es-Salaam
 Tél.: + 255 22 2122930
 Mobile: 0744 211 362
 Télécopie: +255 22 211 0352
 Courriel: wvhaule@yahoo.co.uk

Charles BYARUGABA

Senior Fisheries Officer
 PO Box 2462, Dar-es-Salaam
 Tél.: +255 22 2122930
 Mobile: 0748 775737
 Télécopie: + 255 22 2110352
 Courriel: fisheries@accesstanzania.com

Hamad S. KHATIB

Assistant Chief Fisheries Officer
 PO Box 774, Zanzibar
 Tél.: +255 24 2237285, +255 24 2233206
 Mobile: 0747 420065
 Courriel: hakhatib9@hotmail.com

Chikambi RUMISHA

Manager, Marine Parks & Reserves Unit
 Ministry of Natural resources & Tourism
 PO Box 7565, Dar-es-Salaam
 Tél.: +255 22 2150621/2150420
 Télécopie: 2150420
 Courriel: marineparks@marineparktz.com

Benjamin NGATUNGA (Dr)

Director of Research
 Tanzania Fisheries Research Institute
 PO Box 9750, Dar-es-Salaam
 Tél./Télécopie: +255 22 2650043
 Mobile: +255 0748 369755
 Courriel: bpngatunga@hotmail.com

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE**Aida D'ALMEIDA (Ms)**

Gestionnaire des ressources maritimes
 Chargée du Département de la recherche
 scientifique
 Direction de la pêche
 Ministère de l'agriculture, du
 développement rural et de la pêche
 B.P. 59, Sao Tomé
 Tél.: (239)22 20 91
 Mobile: (239)90 33 96
 Télécopie: (239) 22 28 28
 Courriel: aidadalmeida@yahoo.com.br

SÉNÉGAL**Alassane DIENG**

Gestionnaire des ressources maritimes
 Direction de la gestion et de l'exploitation
 des fonds marins
 Ministère de l'économie maritime
 Km 10,5 Blvd Centenaire, Commune de
 Dakar
 B.P. 1496, Dakar
 Tél.: (221)853 07 98
 Mobile: (221)542 45 36
 Courriel: alassane_dieng@hotmail.com

SEYCHELLES**Michel MARGUERITE**

Principal Economist
 Seychelles Fishing Authority (SFA)
 PO Box 449, Fishing Port
 Mahé
 Tél.: (248) 670 300
 Télécopie: (248) 224 508
 Courriel: mmarguerite@sfa.sc

Rondolph J. PAYET

Managing Director
 Seychelles Fishing Authority (SFA)
 PO Box 449, Fishing Port
 Mahé
 Tél.: (248) 670 312
 Mobile: (248) 714874
 Télécopie: (248) 224 508
 Courriel: rpayet@sfa.sc
rj.payet@odinafrica.net

SIERRA LEONE

Winston B. GBONDO
 Assistant Director of Fisheries
 Brookfields Hotel
 Jomo Kenyatta Road, Freetown
 Tél.: (232) 22 24 04 85
 Télécopie: (232) 22 235 135/235 035
 Courriel: fishmare@sierratel.sl

GRANDS ÉCOSYSTÈMES MARINS (GEM)**PROGRAMME DU GRAND ÉCOSYSTÈME MARIN DU COURANT DU BENGUELA (BCLME)**

Maria de Lourdes SARDINHA
 Director
 BCLE Activity Centre for biodiversity
 Ecosystem, Health and Pollution
 c/o IIM Rua Morthala Mohamed
 PO Box 2601, Luanda
 Angola
 Tél.: (244) 2309330
 Télécopie: 244 2 309330
 Courriel: milu_sardinha@yahoo.com

ORGANISATIONS SOUS-RÉGIONALES**COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES DU GOLFE DE GUINÉE (COREP)**

Baptême François NDOUNGA
 Secrétaire général du Comité régional des pêches du golfe de Guinée (COREP)
 B.P. 161 Libreville
 Gabon
 Tél.: (241) 06214825
 Télécopie: (241) 744609
 Courriel: ndoungabapteme@yahoo.fr

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**UNION AFRICAINE**

Rosebud KURWIJILA (Ms)
 Commissioner
 Rural Economy and Agriculture
 AU Headquarters
 PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia
 Tél.: (251) 1 525844 (direct),
 (251) 1 525841
 Mobile: (251) 9 255323
 Télécopie: (251) 1 525835
 Courriel: kurwijilar@africa-union.org

Edson MPYISI
 Head of Division
 Food Security and Agriculture
 PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia
 Tél.: (251) 1 517700 ext 344
 Mobile: (251) 9 487801
 Courriel: MpyisiE@africa-union.org
Edsonj_mpyisi@yahoo.com

Frank M. RAYMOND
 Special Assistant to the Commissioner
 Rural Economy and Agriculture
 AU Headquarters
 PO Box 3243, Addis Ababa, Ethiopia
 Tél.: (251) 1 525836 (Direct)
 (251) 1 517700 Ext 114
 Mobile: (251) 9 230592
 Télécopie: (251) 525835
 Courriel: raymond@raha.com

FAO

Aubrey HARRIS
 Fonctionnaire principal des pêches
 Bureau sous-régional pour l'Afrique australe et orientale
 PO Box 3730, Harare, Zimbabwe
 Tél.: (263 4) 253655, 253657
 Télécopie: (263 4) 700724, 703497
 Courriel: aubrey.harris@fao.org

Kevern COCHRANE
 Fonctionnaire principal
 (Ressources halieutiques)
 Département des pêches
 Viale delle Terme di Caracalla
 00100 Rome, Italie
 Tél.: (39) 06 570 56 109
 Télécopie: (39) 06 570 53020
 Courriel: kevern.cochrane@fao.org

Benoît HOREMANS
 Coordonnateur du Programme
 FAO-DFID pour des moyens d'existence
 durables dans la pêche
 (SFLP)
 Viale delle Terme di Caracalla
 00100 Rome, Italie
 Tél.: (39) 06 570 56 007
 Télécopie: (39) 06 570 56 500
 Courriel: benoit.horemans@fao.org

Rolf WILLMANN
 Fonctionnaire principal
 (Planification des pêches)
 Département des pêches
 Viale delle Terme di Caracalla
 00100 Rome, Italie
 Tél.: (39) 06 570 53 408
 Télécopie: (39) 06 570 56 500
 Courriel: rolf.willmann@fao.org

Louise-Anne LE BAILLY
 Secrétaire
 Département des pêches
 Viale delle Terme di Caracalla
 00100 Rome, Italie
 Tél.: (39) 06 570 52 054
 Télécopie: (39) 06 570 56 500
 Courriel: LouiseAnne.LeBailly@fao.org

NEPAD

Faustin MWAPE
 NEPAD AGRICULTURE UNIT
 DBSA Building
 1258 Lever Road, Headway Hill
 PO Box 1234
 Halfway House
 1685 Midrand, South Africa
 Tél.: (270) 720836313
 (270) 720836313?
 Courriel: faustinmwape@yahoo.com

BANQUE MONDIALE

Yves JANTZEM
 Information System Specialist
 Banque mondiale
 1818 H Street, N.W.
 Washington D.C.
 20433, USA
 Tél.: (001) 202 473 5271
 Télécopie: (001) 202 473 8229
 Courriel: yjantzem@worldbank.org

Kieran KELLEHER
 Senior Fisheries Specialist
 Agriculture and Rural Development Dept.
 Banque mondiale
 1818 H Street, N.W.
 Washington D.C.
 20433, USA
 Tél.: (001) 202 473 9180
 Télécopie: (001) 202 522 3308
 Courriel: kkelleher@worldbank.org

François LE GALL
 Program Manager
 Région Afrique
 Banque mondiale
 1818 H Street, NW
 Washington, D.C.
 20433, USA
 Tél.: (001) 202 473 0355
 Télécopie: (001) 202 473 8229
 Courriel: flegall1@worldbank.org

Patrice Talla TAKOUKAM
 Département juridique, Banque mondiale
 1818 H Street, NW
 Washington D.C. 20433, USA
 Tél.: (001) 202 458 9249
 Télécopie: (001)202 522 1573
 Courriel: ptallatakoukam@worldbank.org

John VIRDIN
 Operations Officer
 Environmental, Rural and Social
 Development
 West Africa, The World Bank
 1818 H Street, NW
 Washington D.C.
 20433, USA
 Tél.: (202) 473-2077
 Télécopie: (202) 473-5147
 Courriel: jvirdin@worldbank.org

Eriko HOSHINO (Ms)
 Agriculture & Rural Development
 Department
 1818 H Street, NW
 Washington D.C.
 20433, USA
 Tél.: (202) 473 9855
 Télécopie: (202) 522 3308
 Courriel: ehoshino@worldbank.org

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

FENAGIE-PÊCHE

Hadji Amadou WADE
 Quai de Hann
 B.P. 20374 Dakar-Thiaroye
 Sénégal
 Tél.: (221) 832 11 00
 Mobile: (221) 694 49 91
 Télécopie: 826-17-62 (Privée)
 Courriel: fenagiepeche@sentoosn

GHANA CANOE FISHERMEN'S ASSOCIATION (GCFA)

David ELI
 Ghana Canoe Fishermen's Association
 Technical Services For Community
 Development
 PO BOX DS 1469, Dansoman-Accra
 Ghana.
 Tél.: (233) 244 803281, (233) 21-308146
 Courriel: tescod2@yahoo.com

UNAPEMAB-Bénin

Augustin Y. AMOUSSOUGBO
 (Direction des pêches)
 B.P. 3475 Jéricho
 Cotonou
 Mobile: (229) 05 84 37
 Répondeur: (229) 33 61 14
 Télécopie: (229) 33 59 96
 Courriel: ucnbenin@firstnet.bj (UCN)

UNION NATIONALE DES PÊCHEURS ARTISANS DE GUINÉE (UNPAG)

Issiaga DAFPE
 Président de l'Union nationale des
 pêcheurs artisans de Guinée
 B.P. 2050, Conakry
 Guinée
 Tél.: 224 11 216285
 Courriel: camaramolota@yahoo.fr

WESTERN INDIAN OCEAN MARINE SCIENCE ASSOCIATION (WIOMSA)

Julius FRANCIS
 Executive Secretary
 Western Indian Ocean Marine Science
 Association
 PO Box 3298, Zanzibar
 République-Unie de Tanzanie
 Tél.: (255) 24 22 33 472
 Télécopie: (255) 242233852
 Courriel: Julius@wiomsa.org

**INTERNATIONAL AGRICULTURAL
CENTRE (IAC)**

Ingrid GEVERS
Visserij en Kustbeheer
Wageningen UR
Internatioaal Agrarisch Centrum
Duurzaam Beheer van Natuurlijke
Postbus 88, 6700 AB Wageningen (NL)
Tél.: 0317 49 53 78
Télécopie: 0317 49 53 95
Courriel: Ingrid.givers@wur.nl

**FONDS MONDIAL POUR LA
NATURE (WWF)**

Tom GRASSO
Director of Marine Conservation Policy
World Wildlife Fund (WWF)
1250 Twenty – Fourth St.NW
Washington DC 20037-1132, USA
Tél.: (1-202) 778-9604
Télécopie: (1-202) 2039211
Courriel: tom.grasso@wwfus.org

Philip GOELTENBOTH
World Wildlife Fund (WWF)
1250 Twenty – Fourth St.NW
Washington DC 20037-1132, USA
Tél.: (1-202) 861 83 75
Télécopie: (1-202) 861 83 77
Courriel: philipp.Goeltenboth@wwfus.org

Paul SIEGEL (Dr)
West Africa Marine Programme, WWF
9442 Sacré Coeur III
PO Box 22928, Dakar, Sénégal
Tél.: (221) 869 3700
Télécopie: (221) 869 3702
Courriel: psiegel@wwfsenegal.org

Remi RATSIMBAZAFY (Dr)
Marine Programme Officer
WWF Madagascar/West Indian Ocean
Programme Office
PO Box 738, (101) Antananarive,
Madagascar
Tél.: +261 20 22 304.20/20 22 348.85
+261 32 02 534.60
Télécopie: +261 20 22 348.88
Courriel: RRatsimbazafy@wwf.mg

Jane MBENDO (Ms)
Eastern African Marine Ecoregion
Programme
WWF Tanzania Programme Office
350 Regent Estate
PO Box 63117
Dar-es-Salaam,
République-Unie de Tanzanie
Tél.: (255) 22 2775346
Télécopie: (255) 22 2775535
Courriel: jmbendo@wwftz.org
jmbendo@yahoo.com

Kwame KORANTENG (Dr.)
WWF Regional Representative Eastern
Africa
Regional Programme Office
ACS Plaza, Lenana Road
PO Box 62440, Nairobi, Kenya
Tél.: (+254-20) 577355/ 572630
Télécopie: (+254-20) 577389
Courriel: KKoranteng@wwf.earpo.org

Papa Samba DIOUF (Dr)
Director
West Africa Marine Programme, WWF
9442 Sacré Coeur III
PO Box 22928, Dakar, Sénégal
Tél.: (221) 869 37 00
Télécopie: (221) 869 37 02
Courriel: psdiouf@wwfwafrika

Amani NGUSARU (Dr)
 Leader
 Eastern African Marine Ecoregion
 WWF Tanzania
 PO Box 63117, Dar-es-Salaam,
 République-Unie de Tanzanie
 Tél.: +255 22 2700077
 Télécopie: +255 22 2775535
 Courriel: angusaru@wwftz.org

Modesta MEDARD
 Fisheries Community Development
 Officer
 Eastern African Marine Ecoregion
 WWF République-Unie de Tanzanie
 PO Box 63117
 Dar-es-Salaam,
 République-Unie de Tanzanie
 Tél.: +255 22 2700077
 Télécopie: +255 22 2775535
 Courriel: mmedard@wwftz.org

Jason RUBENS
 Programme Coordinator
 RUMAKI Seascape Programme
 WWF Tanzania
 PO Box 63117
 Dar-es-Salaam,
 République-Unie de Tanzanie
 Tél: +255 22 2700077
 Télécopie: +255 22 2775535
 Courriel: jrubens@wwftz.org

Rachel CLEETUS
 Environmental Economist Consultant
 WWF-MPO
 23 Winter Street, Apt.1
 Somerville
 MA 02144 USA
 Tél.: +1 617-718-7214
 Courriel: Rachel.Cleetus@wwfus.org

INTERPRÈTES

Ernest KONG'ANI
 Tél.: (254) 20 675 0530
 PO Box 46005, Nairobi, Kenya
 Courriel: kongani@wananchi.com

Maria-Lily PAVLIDIS (Ms)
 Tél.: (254) 2 226 870
 Nairobi, Kenya
 Courriel: marlipav@iconnect.co.ke

Chantal MARIOTTE (Ms)
 Tél.: (254) 2 520 431
 Nairobi, Kenya
 Courriel: cmdm@iconnect.co.ke

Joe Keguro MUHINDI
 Tél.: 254 2 434 7066
 Nairobi, Kenya
 Courriel: muhindi@africaonline.co.ke

ANNEXE C

Liste des documents

Ordre du jour provisoire

Liste provisoire des participants

Rapport du consultant sur la gouvernance et l'exécution du partenariat/des projets régionaux

Rapport du consultant sur les indicateurs de suivi et d'évaluation

Document de travail sur la stratégie de communication

ANNEXE D

Résolution du second Atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable dans les grands écosystèmes marins en Afrique subsaharienne
24 juin 2005, Dar-es-Salaam, République-Unie de Tanzanie

CONSIDÉRANT

Le rapport du Premier atelier consultatif sur le Partenariat stratégique pour la création d'un Fonds d'investissement en faveur d'une pêche durable en Afrique subsaharienne, Dakar, Sénégal;

Les résolutions de l'atelier de Dakar adoptées le 20 janvier 2005;

L'engagement de l'Union africaine vis-à-vis du Partenariat stratégique;

La collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la Banque mondiale dans la préparation de cette initiative;

Les sessions tenues durant les trois jours du Second atelier consultatif qui s'est tenu à Dar-es-Salaam, Tanzanie;

LES PARTICIPANTS RECOMMANDENT

Au sujet des fonctions et de la structure du Comité consultatif régional (CCR)

Que le CCR fonctionne comme un organe consultatif du Partenariat stratégique. Il se réunira lorsque nécessaire, et au minimum une fois par an, pour revoir les notes conceptuelles des projets et remplir toutes autres fonctions propres au CCR, y compris l'acceptation des propositions de projet complètes pour information.

Au sujet des fonctions du CCR

Que le Comité consultatif régional remplisse les fonctions décidées lors de l'atelier de Dakar, à savoir:

1. assurer que les projets nationaux soient en accord avec les décisions et les recommandations des organisations régionales de gestion des pêches et apportent leur soutien aux objectifs régionaux arrêtés d'un commun accord;
2. assurer la coordination avec les organismes régionaux de gestion des pêches, et avec les projets GEM financés par le FEM (par exemple en assurant le développement et en procédant à un inventaire de tous les projets de pêche GEM et FEM dans la région);
3. assurer la cohérence entre les projets nationaux appuyés par le Partenariat;
4. donner un avis sur chaque proposition de projet;
5. permettre des évaluations et analyses indépendantes des projets;

6. identifier les synergies et vulgariser les expériences communes qui pourraient être partagées par différents projets; et
7. formuler des stratégies pour répéter des projets similaires dans la région; et exerce aussi les fonctions suivantes:
8. susciter une plus grande prise de conscience de l'importance que revêt une pêche durable dans les stratégies de développement notamment les DSRP; et
9. assister les pays dans la mobilisation des cofinancements.

Au sujet de la composition du CCR

Que le CCR comprenne les 13 membres permanents suivants:

10. L'Union africaine, en qualité de Président;
11. Le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (GEF);
12. La Banque mondiale;
13. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO);
14. Le Fonds mondial pour la nature (WWF);
15. Les Commissions sous-régionales des pêches;
16. Comité régional des pêches du Golfe de Guinée (COREP)
17. South East Atlantic Fisheries Organization (SEAFO)
18. South West Indian Ocean Fisheries Commission (SWIOFC)
19. Fishery Committee for the Eastern Central Atlantic (CECAF)
20. La Conférence ministérielle des Pays africains riverains de l'Océan atlantique;
21. Deux organisations de la société civile (OSC) (participation tournante à décider par le CCR, et incluant des organisations professionnelles).
- 22.

Qu'en plus, des représentants des 4 projets financés par le FEM sur les grands écosystèmes marins, de l'UNDP et de l'UNEP soient invités comme observateurs, en qualité d'agences d'exécution du FEM, ainsi que les donateurs.

Au sujet de l'appui du Secrétariat au CCR

Qu'en procédant par étapes successives, le Secrétariat soit établi à l'Union africaine. Lors de la première phase, la FAO fournirait les services de Secrétariat au CCR et à son Président. Il serait demandé à l'ensemble des organisateurs partenaires de contribuer et d'assurer leur soutien dans le domaine de la communication, du renforcement de l'action de sensibilisation et de la dissémination d'informations ayant trait au Partenariat stratégique. A la fin de la première phase, le CCR sera chargé de faire une évaluation indépendante du Partenariat stratégique, et basé sur les résultats obtenus, fera des recommandations quant au moment et la manière de procéder à la mise en place du Secrétariat.

Que les fonctions de la FAO, dans un premier temps, puis une fois qu'il aura été établi, du Secrétariat, seront d'appuyer le CCR, et plus spécifiquement:

- de fournir une assistance aux pays pour la préparation des propositions;
- d'appuyer les activités du CCR, par exemple la communication, la coordination et l'échange d'informations d'après les enseignements tirés de l'expérience;
- d'aider à porter à la connaissance des pays, des parties prenantes, des cofinanciers potentiels, et de tous les autres acteurs importants, les informations ayant trait aux objectifs et conditions du Partenariat stratégique; et
- de contribuer à la préparation de rapports annuels, de rapports d'avancement, de plans de travail et budget qui seront soumis au CCR pour approbation.

Au sujet du cycle des projets

Que le cycle des projets suivants soit établi:

1. appui initial en amont, si nécessaire, au pays dans le travail analytique de préparation de la note conceptuelle conformément aux principes opérationnels et critères d'éligibilité du Partenariat stratégique ;
2. le pays soumet la note conceptuelle à la Banque mondiale en qualité d'agence d'exécution du FEM ;
3. la Banque mondiale soumet la note conceptuelle au CCR pour commentaires et conseils;
4. la Banque mondiale soumet la note conceptuelle au FEM pour approbation après avoir pris en considération les éventuels commentaires du CCR;
5. une fois que la note conceptuelle a été approuvée, la Banque informe le pays. Le pays peut alors solliciter et recevoir une subvention pour la préparation de la part du FEM, d'un montant pouvant aller jusqu'à 350 000 \$ EU (ce montant n'est pas soustrait des 60 millions de dollars alloués par le FEM au Partenariat stratégique);
6. le pays prépare un document de projet détaillé et le soumet à la Banque mondiale;
7. la Banque mondiale soumet le document de projet au FEM pour approbation;
8. une fois approuvé par le FEM, la Banque mondiale soumet le document de projet approuvé au CCR pour information;
9. la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet débutent ; et
10. les résultats et les éventuelles recherches effectuées dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation du projet sont soumis au CCR comme apports à ses fonctions de suivi et d'évaluation.

Qu'un calendrier soit défini pour chaque étape du cycle du projet fixant une durée limite, afin d'éviter tout délai indésirable et de faciliter le déroulement d'un processus rationnel.

Qu'après 1 an, une évaluation indépendante de l'efficacité du cycle du projet soit réalisée par le CCR.

Réaffirmation des recommandations de Dakar

Les recommandations de l'atelier de Dakar portant sur:

- i) la possibilité de mettre un mécanisme de financement similaire pour les pêches continentales de l'Afrique subsaharienne en place soit approfondie; et
- ii) la facilité d'accès au Fonds accordée aux pays, le FEM considère la possibilité de réduire le ratio de cofinancement actuellement fixé à 1 pour 3 (à 1 pour 2) et qu'en conséquence le montant total du fonds fixé à 60 millions de dollars soit également augmenté dans les mêmes proportions de manière à conserver le niveau de financement global;

ont été réaffirmées et il a été recommandé qu'elles soient prises en considération par le FEM.

ANNEXE E**Statement by Dr Kwame Koranteng, WWF Eastern Africa Regional Representative, Nairobi**

On behalf of the Director-General of WWF, Dr Claude Martin and the Director of the Africa and Madagascar Programme, Dr. Yaa Ntiamoa - Baidu I wish to say Karibuni Tanzania. I am also honored to welcome you on behalf of the 4 million members and supporters of WWF around the world, to this Second Consultative Workshop of the Strategic Partnership for Sustainable Fisheries, in this beautiful city of Dar-es-Salaam (which means Haven of Peace),

As you well know, the subject of sustainable fisheries and the conservation of marine resources along the coast of Sub Saharan Africa is of preeminent importance to the livelihoods and health of its citizens. Yet, we also know too well, these resources are being put under enormous stress from a variety of factors, most importantly fishing pressure. The WWF believes that a sustainable future for the communities along the coast of Sub-Saharan Africa depends upon the wise stewardship of the region's natural resources. Lessons as to the detrimental effect on communities that do not wisely manage their resources can be seen across the globe – they are not unique to Africa; so are the root causes of poverty in many parts of the world.

At the same time, we have good examples here in Africa, and around the world, of countries and fishing communities that are successfully tackling the dual challenges of wise stewardship of natural resources and alleviation of poverty. Tackling these dual challenges as embodied in the goals of the 2002 Johannesburg World Summit on Sustainable Development, is at the core of this strategic partnership, as is the foundation of WWF's desire to join with colleagues from the Global Environment Facility, the World Bank and FAO in this effort. It is also at the core of our desire to work with the countries of sub-Saharan Africa, civil society organizations and the fishing industry to find collaborative solutions to these pressing problems.

We have just concluded a very successful workshop on the opportunities and challenges of fisheries partnerships agreements, particularly the issue of coastal states granting access to distant water fishing nations to fish in the waters of the Western Indian Ocean. This workshop, organized by the WWF Eastern African Marine Ecoregion programme, was attended by representatives of coastal states and also of development partners. We also invited resource persons from West Africa and the Pacific who shared valuable experiences on the subject with the participants.

One of the recommendations that came out of the workshop was that before agreements are concluded or are renewed, the impact of the intended operations on the environment, local economy and livelihoods of local people should be adequately assessed. It was also recommended that fisheries management be linked to the sustainability of the resources and the ecosystem.

At the workshop, WWF also indicated that we subscribe to the objective of reducing the footprint of EU and other distant water fishing nations by ensuring fair and sustainable fisheries partnership agreements that respect the needs of local people. We also underscored the cardinal principles of fairness and mutual respect in such agreements and we affirmed

WWF's determination to monitor the impacts of FPAs on local economies and ecosystems, and demanded coherence between EU's development, trade and fisheries policies.

We also saw the need for coastal states to take a regional approach in these negotiations, especially with regard to management of tuna and other highly migratory species. The same approach needs to be taken in fisheries management and Monitoring, Control and surveillance of EEZs. The meeting recommended that the coastal states formulate minimum conditions for fisheries partnership agreements.

At the end of the workshop, the Directors of Fisheries were urged to establish a forum to move the recommendations forward with the support of the WWF.

In the next three days starting from today, we will hear from our colleagues in the World Bank and FAO, important issues that need your consideration. As we know, the Global Environment Facility has committed 60 million US dollars in grants to support this strategic partnership for sustainable fisheries and the World Bank, and hopefully other donors will provide the necessary matching funds.

At the first consultation, you began the process of shaping this partnership in the African context. And now this process must continue. Of particular importance from an Africa regional standpoint is the question of leadership and responsibility for ensuring the success of the strategic partnership. All of this will be for naught without one key ingredient for success – a commitment to leadership from the region. I look forward to the next days discussing how we can provide the appropriate governance structure to allow a truly African Strategic partnership for sustainable fisheries to emerge.

ANNEXE F**Statement by Ms Louise L. Setshwaelo, Representative of FAO in
the United Republic of Tanzania**

I would like to take this opportunity to welcome all of you to this very important workshop and a especial welcome to all our delegates from outside Tanzania.

On behalf of the Director-General of FAO, Mr Jacques Diouf and the Assistant Director-General of the Fisheries Department, Mr Ichiro Nomura, I wish to thank the Government of Tanzania to host this second consultative workshop of the Strategic Partnership, for a Sustainable Fisheries Investment Fund in Sub-Saharan Africa.

FAO has decided to join the World Bank and WWF as planning partners, in the setting up of this Strategic Partnership for several reasons. First, we see this Partnership, as an important vehicle, to promote and facilitate in Sub-Saharan Africa (SSA), the implementation of the Code of Conduct for Responsible Fisheries and, the associated International Plans of Action.

In this regard, I would like to highlight in particular, the International Plan of Action on the Management of Fishing Capacity, and the International Plan of Action to Prevent, Deter and Eliminate Illegal, Unreported and Unregulated Fishing – so-called IUU-fishing.

Secondly, FAO sees an important link, between attaining the objective of sound fisheries management and meeting Goal 1 of the United Nations Millennium Development Goals, of halving by 2015, the number of poor and food insecure people. This link is more especially so for countries in the SSA region.

In this auspicious audience, I do not need to over-emphasize, the high reliance of many countries in the region on fisheries, to supply urgently required food, especially animal proteins, and the important role of fisheries in combating poverty in coastal communities.

In this connection, let me also stress that without economic development and a reduction of poverty in the region, we shall be very unlikely to succeed in effective fisheries management and in the conservation of coastal resources and the marine environment.

Third, the Strategic Partnership for a sustainable fisheries investment fund, provides a unique opportunity, to address in a coordinated and complementary manner, both the regional and the national needs for fisheries management. As you all know, the Strategic Partnership seeks to strengthen country-level fisheries management capacities and institutions, in the context of the implementation of regional-level management of large marine ecosystems (LMEs) and of course, also in the context of the work of the regional fisheries management organizations.

Many of you have participated in the first consultative workshop, which was kindly hosted by the Government of Senegal in January of this year.

I have learned from colleagues in the FAO Fisheries Department, that the workshop has been very successful in creating, a sound foundation for the Strategic Partnership, and that, a broad consensus has been reached among the stakeholders in the region, on the kind of projects that would be eligible to receive support, from the Investment Fund, and on the main pillars of the governance structure of the Strategic Partnership.

I'm confident that this second consultative workshop, will be as successful as the first one. And that you will have constructive debates and find agreement, on the best course of action

in finalizing the outstanding tasks in the setting-up of this important Partnership, in the Sub-Saharan region.

FAO is committed to this Partnership, which will further strengthen the Organization's cooperation with the countries of the Sub-Sahara region and its regional organizations; with our two planning partners WWF and World Bank and; with other multilateral and bilateral donors in the pursue of sustainable fisheries, food security and poverty alleviation.

Let me finish by thanking the Global Environment Facility (GEF) for its support of this important initiative, and once again, the Government of Tanzania, for hosting this important workshop.

Finally, I would like to wish you all a fruitful workshop over the coming days, and a nice stay in this beautiful country!

With these few remarks, I thank you all for your attention. Ahsanteni sana.

ANNEXE G**Statement by Mr Francois Le Gall, Task Manager, African Region, World Bank**

On behalf of the World Bank, let me first say that it is an honor to be here today, and to work with you on what we feel are very important issues for coastal African nations.

Many of you participated in the Dakar consultation and it is good to see you here with us again, but for those who are joining these discussions for the first time, I would like to briefly summarize the rationale and background for this initiative. As you all know, it is now well documented that marine fisheries are facing a crisis worldwide, as over-fishing has steadily increased over the last 20 years and catches of the most valuable fish have fallen in an accelerated fashion in many areas.

As you well know, nowhere is this crisis more apparent than in Sub-Saharan Africa, where marine fisheries provide an important source of livelihoods for millions of poor people and where fish provide roughly 23 percent of the daily animal protein intake for the population, in some coastal countries as much as 70 percent, far higher than the global average of 16 percent. Throughout the region the exploitation of fish stocks is increasing, as is the number of overexploited and depleted stocks.

For these reasons, in 2003 the GEF asked the World Bank to explore the possibility of developing a broad funding mechanism to generate support for sustainable fisheries in Sub-Saharan Africa. Based on internal discussions as to what type of funding mechanism would be feasible within the World Bank's institutional framework, by mid 2003 the World Bank submitted a concept to the GEF for a Strategic Partnership for a Sustainable Fisheries Investment Fund in Sub-Saharan Africa. That concept was approved, and the World Bank asked FAO and WWF to assist as planning partners with the preparation.

This preparation began officially with the first regional consultation held in Dakar, Senegal in January, 2005. As many of you know, the consultation resulted in a resolution stating that: (i) there was consensus that the region's marine fisheries resources were generally overexploited due to inadequate governance of their use; (ii) that many coastal Sub-Saharan African countries required additional donor assistance to address this problem and improve the sustainability of their fisheries; and (iii) that the proposed Strategic Partnership could be a good mechanism to help generate such assistance. The participants of the first consultation provided a lot of detailed recommendations on some aspects of how the Strategic Partnership should work, and at the same time asked for some more thinking and work to go into others. As a result, we have tried to provide some more suggestions and proposals for this group's consideration, and we look forward to trying to finalize this concept over the coming weeks and hopefully putting this initiative into motion in the coming months. We hope this initiative can provide support to a significant number of countries over the next 10 years to help achieve sustainability in their fisheries and enhanced livelihoods for the people that depend upon them, and we are looking forward to working with you over these next few days to finish designing in a way that you believe will be most useful for you.

Finally, I would like to thank the Government of Tanzania for hosting this consultation, our two planning partners (FAO and WWF), for all their work in preparing this meeting, and all of you for taking time out of your busy schedules to help design this initiative. I think it is fitting that we are having these discussions here in Tanzania, a country that has shown tremendous leadership in the region on the issue of sustainable fisheries, and I know that the World Bank is looking forward to assisting them further through the upcoming Marine and

Coastal Environment Management Project (MACEMP). We hope through this initiative that the GEF, World Bank and other donors will be able to support more efforts like the MACEMP in Tanzania, and look forward to hearing the suggestions and guidance the participants can provide in order to finalize the preparation of the Strategic Partnership.

Thank you.

ANNEXE H

Opening statement by Mr Salmon Odunga, Permanent Secretary, Ministry of Natural Resources and Tourism, United Republic of Tanzania

I'm indeed very delighted to have been invited to open this workshop of the Strategic Partnership for a Sustainable Fisheries Investment Fund in Sub-Saharan Africa. On behalf of the Government of the United Republic of Tanzania, and on my own behalf, I'm pleased to welcome you to Tanzania, and particularly to Dar-es-Salaam. It is my belief that all of you had a nice travel and that you are in good health to attend this workshop. I also hope that you will enjoy the hospitality of the Dar-es-Salaam people and I suggest that you take some time to visit and see the tourist and cultural attractions around Dar-es-Salaam.

Marine Fisheries worldwide are facing a crisis as overfishing has steadily increased over the last twenty years, and catches of the most valuable fish have fallen in an alarming rate. Developing countries are the most affected, especially in the Sub-Saharan African region, where the income of the majority of about 30 million small-scale fishers is now rapidly declining, and food security of about 400 million poor people living in tropical coastal areas is threatened. It is my hope that you as the workshop participants are in a position to understand the gravity of this situation, and therefore be in a position to propose a suitable mechanisms and modalities for appropriate interventions.

The role fisheries sector in the economy of Tanzania mainland can hardly be overestimated. Currently, fish production from inland waters stands at 300 000 metric tonnes, that from marine waters at 50 000 and some 30 000 tonnes from the EEZ. The Sector employs about 100 000 full time fishers, and an estimated 2 million people in related occupations such as fish marketing and processing. Its Gross Domestic Product contribution is about 3 percent and to foreign trade it is about 13 percent. Fish as food is estimated to contribute 30 percent to animal protein intake.

Therefore, the Government of Tanzania is extremely concerned about the threats of unsustainable resource use and the threats of human made damages to the aquatic environment. The Government is addressing these threats through various measures. First, it has created policy and legal frameworks in support of sustainable fisheries and the conservation of marine resources and the environment. In this context, the Government seeks to implement the relevant provisions of the Code of Conduct for Responsible Fisheries and to meet the fisheries targets set by the World Summit for Sustainable Development (WSSD) in Johannesburg 2002. These are very challenging undertakings that require all our efforts and the support of the international community.

The Government of Tanzania is also participating in various regional and international arrangements and organizations in order to address the management of transboundary resources in a collective manner because we believe it is the only way to success.

My Government is also committed to attaining the Millennium Development Goals. And the role of fisheries in this undertaking is critical especially in terms of realizing food security and combating poverty. This is fully reflected in our National Poverty Reduction Strategy (MKUKUTA) which amply refers to the fisheries sector.

The Government of Tanzania was represented at the first consultative workshop of the Strategic Partnership for a Sustainable Fisheries Investment Fund which was held in January of this year in Dakar, Senegal. My Government fully supports this important initiative. I would like to congratulate the three planning partners, FAO, the World Bank, WWF, as well as the Global Environment Facility (GEF) which is funding this development phase of the Strategic Partnership, for starting this initiative. I would also like to congratulate the participating countries in the first workshop for setting up the way forward.

I am informed that this second consultative workshop will build upon the results of the first workshop and all the work undertaken by the three planning partners in the interim period in accordance with the recommendations of the Dakar workshop. This meeting, therefore, is expected to continue the preparation process including consultations and dialogue among yourselves and other stakeholders in the region. Your suggestions and guidance will provide the required input and direction towards avoiding this growing crisis in the fisheries of Sub-Saharan Africa.

I am also told that the reason for which GEF sought to establish the Fund is the realization that the SSA countries are unable to access in time funding available through its normal procedures. This has hindered timely intervention in known environmental degradation situations. On the other hand, the SSA countries are aware of the ongoing degradation but are unable to arrest the situation in time due to inadequate human material and financial resources.

The degradation is in most areas not accidental, but is consequential to application of inappropriate production techniques by the poor coastal communities struggling to earn a living. The solution, therefore, is not to just legislate against activities considered detrimental to the environment but to enable the communities to develop more environmentally friendly production technologies. It may even become necessary to provide them with alternative livelihoods, but without unnecessarily displacing them from their traditional way of life.

The issue of alternative livelihoods is central to environmental degradation, but the concept is complex and should not be viewed in a narrow sense. I believe it should not be a process of converting traditional fishers to peasant farming or animal husbandry, and vice versa.

Rather, it should be about enabling the communities to deploy more environmentally friendly production techniques, and to reach out to hitherto unexploited resources. In this regard, individual countries will have different alternatives but the point to stress here is to avoid a common prescription to the problems of the SSA countries. This is in recognition of the fact that although all of them are considered poor, they are none the less individually at different levels of human development and have varying marine resources potentials.

We should also note that as much as SSA countries are unable to access funds for curbing environmental degradation, so it is the case with investment funding. The situation is worse at the community level because the economic activities rarely meet the borrowing conditions of conventional lending financial institutions. It is therefore imperative that the new fund is linked to a special funding mechanism to go hand in hand with environmental improvement programmes. The alternative will be the impossibility of a choice to stop living in order to conserve the environment.

I wish to conclude my remarks by appealing to the planning partners, other international and regional partners, and the other stakeholders to remain united and committed in making this new initiative a reality. This is a new forum under which SSA coastal states will have an opportunity to manage collectively large marine ecosystems at both regional and national levels.

With these few remarks, I now declare the workshop officially open.

I thank you all for listening and I wish you success in your deliberations.

ANNEXE I

**Key note address by Mme Rosebud Kurwijila, Commissioner
Rural Economy and Agriculture, African Union**

I would like to thank you most sincerely for this opportunity to address this workshop on establishing a “Strategic Partnership for a Sustainable Fisheries Investment Fund in Africa”.

Although the theme of this workshop addresses “sub-saharan” Africa, you will notice that I preferred to use the term “Africa”. In line with the African Union vision for a united Africa, it is vital to consider Africa as whole rather than in terms of the traditional divisions.

I would like to begin my address by reiterating The African Union’s strong commitment to the development of the fisheries sector. You may recall that during the African Union Extra Ordinary Summit in Libya in February 2004, African Heads of State and Government took a decision to **“Promote the development of fishery resources, develop fishing methods and equipment, improve facilities for their preservation, storage, distribution and processing, and encourage regional cooperation in the field of fishing, including the protection of fishery resources in Africa”**. This decision is very much in line with the vision of the African Union’s Department of Rural Economy and Agriculture whose goal is to *“eradicate hunger and poverty through improvement of agricultural productivity and enhancing sustainable use and management of Africa’s natural resources”*.

In line with the Sirte declaration and the Commission’s strategic vision on the eradication of hunger and food security, the Department of Rural Economy and Agriculture in its Strategic Action Plan for 2004-2007 which was approved by African Heads of States in July last year, addresses the following broad areas in Fisheries development in Africa:

- (i) Identification and promotion of the fisheries resources, and fisheries products in Africa.
- (ii) Identify constraints to the fisheries industry and development and harmonization of policies that address these constraints along the whole production chain;
- (iii) Promotion of the development of fishery equipment and production and processing technologies;
- (iv) Promotion of the strengthening of centres of excellence in fisheries research and development,
- (v) Encouragement and promotion agreements on shared/transboundary water management for fisheries; and agreements on protection of African waters for fisheries development,
- (vi) Encouragement and promotion of intra-African trade in fisheries products.

The African Union with its programme NEPAD in collaboration with the FAO is also currently developing a comprehensive document to CAADP i.e. CAADP II which also addresses the issues to be dealt with for the fisheries industry in Africa.

To implement the Action Plan, the Commission is working in close collaboration and in partnership with all key players; the Regional Economic Communities (RECs), Member States, regional and international institutions, the civil society, and development partners.

In order to be effective, the African Union Commission focuses its interventions on selected key areas where it can take leadership to add value and make a significant and measurable impact on Africa's agricultural and rural development. Focusing at regional and continental levels, the role of the Commission is to assist member countries beyond individual country borders by helping them integrate their economies into relatively more viable economic entities so as to improve intra-regional trade and compete in the global market.

Across Africa, fisheries and aquaculture supply high quality food at low cost to millions of people, generate income for households, and play a central role in many local and international economies. Capture fisheries dominates this sector and provides over 90 percent of fish harvested in the region, however, aquaculture has also grown steadily in recent years (especially in Egypt and Nigeria).

According to some estimates, approximately 2.7 million people in Africa are engaged in fishing activities either on a full-time or part-time basis. The fisheries sector is a source of livelihood not only for the fishermen and women but also for individuals involved in boat and gear construction as well as fish processing and trade.

In most of Africa, fish provides roughly 20 percent of the daily animal protein intake. Dependence on fish for protein is much higher in coastal and island countries and can be as high as 70 percent, far higher than the global average of 16 percent.

Exports of fish and fish products play a vital role as a source of foreign exchange in several African economies. The value of net exports for the continent as a whole reached the equivalent of approximately US\$1.7 billion in 2001, far exceeding the net foreign exchange income reported for African international trade in cocoa, coffee, or any other agricultural commodity. The average contribution of the fishery sector to agricultural GDP is estimated at approximately 4 percent. In a number of major fish producing countries, such as Mauritania, Senegal, Madagascar, and Namibia, the share of fisheries in the agricultural sector is significantly higher. Taking into account the total value-added generated, including the secondary sector and various incomes and revenues such as those obtained from access agreements with foreign fishing fleets, licence fees, taxes and levies, the fishery sector's contribution to the regional economy is actually greater.

The pressure exerted in fishery resources highlights their importance. Despite the productivity and importance of the region's capture fisheries, the current supply of fish falls short of demand. In Africa as a whole, per capita availability of fish is declining and in some countries the average diet contains less fish protein in the 1990s than in the 1970s. Africa is the only geographic region of the world where this has occurred. Current projections of supply and demand to the year 2020 indicate that the gap between supply and demand will continue to grow. The collapse of other economic sectors combined with population increases and migration to coastal areas have led to an increase in the number of coastal fishers in many parts of the region. There is currently widespread concern about over-fishing of both marine and freshwater resources across the region and many of the coastal and river habitats that sustain fisheries are being degraded, their water supply diminished, and pollution increased in both coastal and freshwater systems. Unless action is taken to address these problems, the region's capture fisheries risk a sustained decline. In the face of this increased fishing pressure, traditional management systems are rarely adequate to ensure sustainable use of these resources, and the situation is further exacerbated by the impact of the market economy and environmental degradation.

This Strategic Funding Partnership therefore comes at a very opportune time to address these concerns as they have been articulated in the World Summit on Sustainable Development (WSSD) target for fisheries sustainability and poverty reduction, the declarations made by the African Heads of State and Government on this sector, and the Strategic Action plan of the Commission of the African Union. The Commission of the African Union would therefore like to see the additional funding focusing on addressing among other issues, the following areas:

- (i) Identification and promotion of systems of governance and management that can foster sustainable use of coastal fisheries (especially those that are transboundary in nature) to enhance food security and sustainable livelihoods;
- (ii) Identification of regions that have a comparative advantage for fisheries production and development of programs that address relevant constraints;
- (iii) Enhancing the capacity of countries and national/international institutions to design and carry out research that will strengthen fisheries management in the region;
- (iv) Promotion of new technologies/equipment that address environmental concerns, fish production and processing, needs of small scale fishers and breeding;
- (v) Establishment of reliable estimates of future supply and demand for fish within the region and enhancing the capacity of national and regional institutions to disseminate and use the results of fisheries research especially for trade promotion.

The Commission of the African Union also welcomes the recommendation to set up a similar mechanism for inland fisheries and encourages coordination and harmonization with other ongoing initiatives such as the Fish for All initiative.

The Commission of the African Union would like to thank and commend the World Bank (WB), the Food and Agriculture Organization (FAO), the World Wildlife Fund (WWF), and the Global Environment Fund (GEF) for spearheading this initiative. The Commission of the African Union fully supports this initiative and looks forward to collaborating with all partners in order to promote the successful development of the fisheries industry in Africa for the improvement of the livelihoods of the African people and enhancement of food security

This is the first time that the African Union is participating in these consultations and I hope this will open a whole new page for collaboration in this area

I wish you all fruitful deliberations and I thank you for your attention.